ABL Diagnostics

Société Anonyme au capital de 1.611.465,60 euros
Siège social : 72 C, route de Thionville - 57140 WOIPPY
552 064 933 RCS Metz

(la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 24 JUIN 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En sus des résolutions qui vous sont soumises dans le cadre de l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 exposées dans le Rapport Financier Annuel 2024, il vous est proposé au cours de la présente assemblée de délibérer sur les propositions suivantes :

- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
- Modification de l'article 15 « Délibérations du Conseil » des statuts afin de pouvoir bénéficier des mesures de modernisation introduites par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 dite « Loi Attractivité » ;
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles.
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social au profit des salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise avec suppression de votre droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers.

Le présent rapport et les rapports du Commissaire aux comptes sur les autorisations et délégations de compétence ci-après exposées (lorsque de tels rapports sont requis) ont été mis à votre disposition au siège social de la Société et sur son site internet www.abldiagnostics.com dans les délais prescrits par les dispositions légales et règlements en vigueur.

I. PREAMBULE

Afin de satisfaire aux prescriptions prévues par l'article R.225-113 du Code de commerce applicable en matière d'augmentation de capital (immédiate ou différée), nous vous invitons à vous reporter au rapport financier annuel comprenant notamment le rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui vous donnera toutes informations utiles sur la marche des affaires sociales au cours dudit exercice et depuis sa clôture (le « **Rapport Financier Annuel** »).

Ledit Rapport Financier Annuel peut être consulté sur le site internet de la Société <https://www.abldiagnostics.com/newsroom/#legal>.

II. EXPOSE DES PROJETS DE RESOLUTIONS

1. PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

La **dixième résolution** (de nature ordinaire) a pour objet de renouveler l'autorisation conférée au conseil d'administration, à l'effet d'opérer sur les actions de la Société conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, en vue des objectifs suivants (sans ordre de priorité) :

- (a) Intéressement des salariés et mandataires sociaux, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions et d'opérations d'actionnariat des salariés (notamment dans les conditions prévues par les articles L.3332-1 et suivants et L.3344-1 du code du travail) ;
- (b) Animation du marché du titre au travers d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- (c) Conservation des actions de la Société en vue de les remettre ultérieurement à titre de paiement, d'échange ou autre dans le cadre d'opérations de croissance externe dans la limite de 5 % du capital social ;
- (d) Annulation d'actions, sous réserve de l'approbation de la treizième résolution ci-après exposée ;
et/ou
- (e) Tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Nous vous proposons de fixer les limites de la présente autorisation comme suit :

- le prix unitaire d'achat ne devra pas être supérieur à 15 euros par action (hors frais d'acquisition) ;
- Le nombre total des actions que la Société pourra acquérir ne pourra excéder 10 % du capital social de la Société, ce seuil de 10 % devant être apprécié à la date effective où les rachats seront effectués. Cependant, (i) cette limite sera égale à 5 % du capital social concernant l'objectif visé au (c) ci-dessus et (ii) lorsque les actions sont rachetées pour faciliter la liquidité du titre dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % correspond au nombre d'actions déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

En application de l'article R.225-151 du Code de commerce et compte tenu de la limite de 10 % ainsi que des actions déjà possédées, il serait proposé à l'assemblée générale de fixer le montant maximal global affecté au programme de rachat à 24.140.816 euros représentant au 31 décembre 2024 un nombre maximal de 1.609.388 actions de 0,10 euro de nominal.

En application de cette décision et dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur, les actions pourront être acquises, cédées, échangées ou transférées à tout moment y compris en période d'offre publique, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur tous marchés et de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée générale statuant sur la présente proposition. Elle mettrait fin, à compter de sa mise en œuvre par le Conseil d'administration, à l'autorisation conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 20 septembre 2024.

2. Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions

La **onzième résolution** a pour objet, d'autoriser, le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du code de commerce, à réduire le capital social par annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital social au jour de l'annulation et par périodes de vingt-quatre (24) mois, de tout ou partie des actions que la Société détient ou qu'elle pourrait acquérir dans le cadre de programmes d'achat d'actions autorisés par l'assemblée générale des actionnaires

Cette délégation serait consentie pour une durée de dix-huit (18) mois, à compter de l'assemblée statuant sur la présente proposition. Elle priverait d'effet à compter du même jour toute autorisation antérieure ayant le même objet.

3. Modification de l'article 15 « Délibérations du Conseil » des statuts

La **douzième résolution** vise à modifier les stipulations de l'article 15 « Délibérations du Conseil » des statuts afin de pouvoir bénéficier des mesures de modernisation introduites par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 dite « Loi Attractivité », laquelle a assoupli les modalités de participation et de vote aux réunions du Conseil d'administration.

Elle permet désormais aux administrateurs de prendre toutes leurs décisions par consultation écrite y compris par voie électronique, si les statuts le prévoient. Chaque administrateur conserve toutefois le droit de s'opposer à ce mode de consultation, sous réserve que cette faculté soit prévue dans les statuts et que ces derniers précisent les délais et modalités de la consultation écrite et du droit d'opposition ;

En outre, elle introduit la faculté de participer aux réunions du Conseil en votant par correspondance, sous réserve que cette faculté soit prévue par les statuts.

En conséquence, afin de pouvoir bénéficier de ces nouvelles facultés, il vous propose de modifier en conséquence les stipulations de l'article 15 « Délibérations du Conseil » des statuts.

4. Autorisations à donner au conseil d'administration à l'effet de (i) consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles et (ii) procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles

Comme exposé dans le Rapport Financier Annuel (Section 3.1.6), les autorisations conférées au Conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 3 août 2022 à l'effet de (i) consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles et (ii) procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles viendront à expiration le 3 octobre 2025.

A la date d'établissement du présent rapport, ces autorisations n'ont pas été mises en œuvre par le Conseil d'administration.

Aussi, il est proposé de renouveler ces autorisations pour une nouvelle durée de trente-huit (38) mois, lesquelles priveraient d'effet celles consenties par l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 3 août 2022.

4.1 Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles

Aux termes de la **treizième résolution**, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, des options donnant droit à la souscription d'actions ordinaires nouvelles à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions ordinaires existantes de la Société provenant des rachats effectués dans les conditions prévues par la loi (les « **Options** »), au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux dirigeants de la Société et/ou des sociétés ou groupements liés à la Société au sens de l'article L.225 180 Code de commerce, ou de certains d'entre eux (les « **Bénéficiaires** »), étant précisé qu'il ne pourra être consentie d'Options aux Bénéficiaires détenant plus de 10 % du capital social.

Nous vous proposons de fixer comme suit les termes de cette autorisation :

- le nombre total des Options consenties au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 5% du capital social constaté au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé :
 - (i) qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le nombre d'actions à émettre en vue de préserver les droits des bénéficiaires des Options ;
 - (ii) que le montant nominal des actions qui seraient émises en exercice des Options s'imputera sur le plafond global visé à la dix-huitième résolution de l'assemblée générale du 20 juillet 2024 (ou toute résolution qui lui serait substituée ultérieurement) ;
- le prix de souscription et/ou d'achat des actions issues des Options sera fixé par le conseil d'administration le jour où les Options seront consenties et que ce prix ne pourra être inférieur (i) dans le cas d'octroi d'Options de souscription, à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant ce jour et (ii) dans le cas d'options d'achat d'actions, à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre de L. 22-10-62 du Code de commerce.
- les Options devront être exercées dans un délai fixé par le Conseil d'administration, lequel ne pourra excéder de 8 ans à compter de leur date d'attribution.

Cette autorisation comporterait au profit des bénéficiaires des Options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées de ces Options.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

4.2 Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et/ou mandataires sociaux éligibles.

Aux termes de la **quatorzième résolution**, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'attribution gratuite d'actions ordinaires, existantes ou à émettre, au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux dirigeants de la Société et/ou des sociétés ou groupements liés à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou de certains d'entre eux (les « **Bénéficiaires** »).

Nous vous proposons de fixer comme suit les termes de cette autorisation :

- le nombre d'actions attribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 5% du capital social constaté au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé le nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation et le nombre des Options consenties au titre de la Treizième résolution ci-avant exposée ne pourra donner droit à souscrire ou acquérir un nombre d'actions représentant plus de 5% du capital social ;
- les actions qui seraient attribuées en application de la présente autorisation seront, au choix du conseil d'administration, soit des actions nouvelles provenant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves qui seraient prélevées sur les réserves, bénéfiques ou primes d'émission figurant au bilan de la Société, soit des actions existantes de la Société provenant de rachats effectués par elle dans les conditions prévues par la loi ;
- le conseil d'administration fixera, dans les conditions légales, lors de chaque attribution :
 - (i) la période d'acquisition, période à l'issue de laquelle l'attribution des actions deviendra définitive, laquelle ne pourra être inférieure à un an à compter de la date d'attribution des actions (la « **Période d'Acquisition** ») ;
 - (ii) la période d'obligation de conservation des actions de la Société par les Bénéficiaires, période qui court à compter de l'attribution définitive des actions, laquelle ne pourra pas être inférieure à un an (la « **Période de Conservation** »), étant précisé que dans l'hypothèse où la Période d'Acquisition serait supérieure ou égale à deux ans, le Conseil d'administration pourrait décider de supprimer la Période de conservation.

Toutefois, nous vous proposons de décider, que l'attribution des actions deviendra définitive avant le terme de la Période d'Acquisition, en cas d'invalidité du Bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

Il est précisé que cette autorisation emporterait renonciation des actionnaires, au profit des Bénéficiaires aux actions qui seraient émises au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, à leur droit préférentiel de souscription et emporterait, le cas échéant à l'issue de la Période d'Acquisition, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes au profit des Bénéficiaires desdites actions attribuées gratuitement et renonciation corrélative des actionnaires au profit des Bénéficiaires aux actions attribuées gratuitement à la partie des réserves, bénéfiques et primes ainsi incorporée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

4.3 Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social au profit des salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers.

Aux termes de la [quinzième résolution](#), il vous est proposé, en application des dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du code de commerce, d'une part et des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail, d'autre part, de déléguer votre compétence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, de procéder à l'augmentation du capital social, d'un montant nominal maximal de trois (3) % du capital social (au jour de l'émission), par émission d'actions ou de tout autre titre de capital réservés aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel les articles L. 3332-1 et suivants du code du travail permettraient de réserver une augmentation de capital dans les conditions équivalentes), mis en place par la Société ou au sein du groupe constitué par la Société et les sociétés incluses dans le même périmètre de consolidation (ci-après les « **Adhérents à un PEE** »).

Nous vous proposons de fixer comme suit les termes de cette délégation :

- le prix de souscription d'une action ou de tout autre titre de capital qui serait émis en vertu de la présente délégation sera déterminé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles L.3332-18 et suivants du code du travail.

Il est précisé qu'en application de la réglementation applicable à ce jour, le prix de souscription d'une action ne pourra (i) ni être supérieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, éventuellement diminué d'une décote maximale 30 % ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles [L. 3332-25](#) et [L. 3332-26](#) est supérieure ou égale à dix ans, (ii) ni être inférieure à la valeur nominale.

- le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en vertu cette délégation s'imputera sur le plafond global visé à la dix-huitième résolution de l'assemblée générale du 20 juillet 2024 (ou toute résolution qui lui serait substituée ultérieurement).

Cette délégation qui serait consentie pour une durée de 26 mois, priverait d'effet toute délégation antérieure ayant le même effet.

Vous serez appelé à supprimer votre droit préférentiel de souscription et à réserver la souscription aux titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation aux Adhérents à un PEE.

En cas de mise en œuvre de cette délégation, le Conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives des émissions qui seraient réalisés en vertu de cette délégation et de leurs incidences sur la situation des titulaires de titres de capital, notamment en ce qui concerne leur quote-part des capitaux propres.

Le commissaire aux comptes devra également établir un rapport complémentaire, dans lequel il vous donnera notamment son avis sur la conformité des modalités de l'opération au regard de l'autorisation donnée par l'assemblée et sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission.

Nous espérons que les propositions qui précèdent emporteront votre agrément et que vous voudrez bien adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Le Conseil d'administration